

Jean-Claude Guillon

### Toponymie urbaine et mémoire collective

De récentes affaires ont attiré l'attention sur l'enjeu symbolique des choix toponymiques urbains. On se souvient de la contestation du nom d'Alexis Carrel et des retraits qu'elle a engendrée dans plusieurs villes et encore il y a peu à Paris pour la rue qui porte ce nom dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. En 1998, la municipalité de Montpellier avait décidé de baptiser une " rue de Vichy 22 juin 1940 – 6 juin 1944 " pour dénoncer la collusion entre la présidence du conseil régional et le FN<sup>1</sup>. Les municipalités conquises en 1995 par ce parti ont fait parler d'elles sur ce plan, nous y reviendrons. Au tout début de la période choisie pour ce colloque, en novembre 1970, la décision du conseil municipal de Paris de donner le nom de Charles de Gaulle à la place de l'Étoile avait suscité de vifs remous et fait les gros titres des quotidiens de l'époque<sup>2</sup>.

Cependant, la plupart du temps, les noms de rue et autres éléments symboliques de l'espace urbain ne prêtent guère à polémiques. Les choix sont généralement consensuels. Les plaques sont posées dans l'indifférence et leur utilisation pratique est aléatoire. Le nom d'usage, lorsqu'il y en a un, garde longtemps les préférences des habitants. Les choix paraissent stéréotypés, banals, liés à une histoire trop locale pour être considérée comme significative ou trop dépendant d'une conjoncture commémorative commune. Peut-être est-ce l'une des raisons qui explique l'abstention des historiens du contemporain sur ce sujet, même si beaucoup, ponctuellement, ont remarqué certains choix et souligné leur signification. Il s'agit pourtant d'une source documentaire de première importance, à la fois par sa masse et par l'épaisseur historique qu'elle recouvre désormais dans la plupart des localités. Partout ou presque, s'est constituée, par-delà l'espace urbain, une géographie symbolique qui ouvre un champ d'investigation considérable. Elle constitue un panthéon, renvoie à un imaginaire dans lequel le passé, une certaine représentation du passé, tient une place essentielle. La toponymie urbaine (l'odonymie si l'on veut être précis), associée à l'étude des monuments et autres éléments commémoratifs, doit être considérée comme un outil de premier ordre en histoire culturelle pour l'étude des représentations et sensibilités. Elle peut se lire à plusieurs niveaux. Celui que nous choisissons ici est celui de la mémoire collective à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, de la construction par de mémoires dominantes, locale et nationale (les deux pouvant être en phase ou en décalage), à partir de mémoires particulières (mémoires de groupes qui vont de la famille au parti, en passant par des associations qui jouent en rôle essentiel).

### Le poids du passé

#### Un terrain

Notre enquête porte sur le territoire de la Provence d'aujourd'hui selon une approche globale et empirique. Elle embrasse pour l'instant à peu près 300 communes, soit la quasi totalité des communes varoises (150), plusieurs dizaines de communes des Bouches-du-Rhône (77) et des départements alpins de la région (63). Marseille et Toulon sont incluses dans le lot et comptent à elles seules pour la période 1970-début du XXI<sup>e</sup> siècle plusieurs centaines de références (respectivement 349 et 127<sup>3</sup>). Mais cette enquête, sauf pour quelques communes (pour lesquelles on dispose de renseignements presque exhaustifs), demanderait à être bien plus précisément documentée<sup>4</sup>.

Pour l'histoire proche, la Provence constitue un observatoire d'autant plus pertinent qu'elle connaît un changement démographique considérable caractérisé par une urbanisation galopante qui a commencé par le littoral et qui se poursuit en Basse Provence intérieure et dans les grandes vallées. Ce changement induit des

---

<sup>1</sup> Baptisée le 26 juin 1998, la rue a été débaptisée au début du mois d'août suivant.

<sup>2</sup> Par arrêté du 16 novembre après un vote unanime du conseil municipal du 13. Les protestations se fondaient sur la règle parisienne prévoyant un délai de cinq ans entre la mort du personnage choisi et la décision de donner son nom.

<sup>3</sup> Le travail est facilité pour Marseille par la réédition en 2001 d'A. BLES, *Dictionnaire historique des rues de Marseille*, Marseille, Éditions Jeanne Laffitte et, pour Toulon, par l'édition par le service Patrimoine et culture de la ville de répertoires historiques par quartier (4 volumes parus entre 1994 et 2000) que nous avons complétés par la presse. Pour les autres communes, il s'agit d'enquête de terrain et de compléments par les monographies locales et la presse.

<sup>4</sup> Nous reprendrons ici en partie ce que nous avons pu présenter en séminaire à Aix et qui a été résumé dans notre contribution " Batailles de mémoires en Provence ", in J.-C. BOUVIER et J.-M. GUILLON dir., *La Toponymie urbaine. Significations et enjeux*, Paris, L'harmattan, 2001, p. 123-139.

modifications culturelles et politiques, parfois des bouleversements, qui n'échappent à personne. Il s'agit en fait de la fin d'un cycle politique né avec la Révolution de 1848 et confirmée avec la III<sup>e</sup> République, celui de la Provence "républicaine avancée". Elle est ébranlée à partir des années soixante du XX<sup>e</sup> siècle par la Ve République, les migrations massives de nouveaux habitants, à commencer par celle des rapatriés d'Afrique du Nord, et l'évolution générale de la société française. Elle s'effondre dans les années 1980, moment où une autre Provence humaine et politique s'impose sur la plus grande partie de la région. Les Alpes-Maritimes qui tout au long du cycle se trouvaient en décalage par rapport au reste de la région apparaissent finalement comme le creuset où cette nouvelle donne humaine s'est régionalement élaborée, s'étendant ensuite à partir du littoral sur Var, puis s'étalant vers l'intérieur et l'Ouest où elle a rejoint ou réactivé des traditions politiques et des milieux culturels proches. Le moment est donc celui d'une mutation culturelle fondamentale, la fin d'une "tradition", que la nomination de rues et de bâtiments publics, ainsi que le choix d'autres éléments symboliques, en particulier les diverses marques commémoratives, permettent de caractériser. Nous laisserons de côté les établissements scolaires, espaces sportifs, et autres bâtiments publics (hôpitaux, etc.) qui auraient tout à fait leur place dans cette analyse du panthéon régional, mais qui obéissent à des logiques de dénomination particulières.

#### Un substrat

La toponymie constitue un livre d'histoire à ciel ouvert. Les choix successifs fait par la communauté locale forment des strates de mémoire qui marquent les étapes de l'urbanisation et de l'histoire de toutes les cités. En effet, les pouvoirs locaux éliminent assez rarement ce que leurs prédécesseurs ont choisi et, lorsqu'ils le font, c'est seulement à des moments particuliers et d'autant plus riches de sens. La dénomination de l'espace public procède donc plutôt par accumulation.

Par ailleurs, dans une période d'expansion de la voirie, les choix toponymiques sont rarement isolés, du moins dans les communes qui connaissent le développement le plus rapide. Il arrive souvent que des "blocs", associant des références de même nature, caractérisent un moment particulier (celui des anniversaires décennaux de la Libération est le plus évident). Ce choix groupé peut se disperser dans le paysage en fonction du stock de voies disponible, mais il peut aussi – et c'est fréquent – s'inscrire dans des ensembles géographiquement bien délimités. Ce paysage symbolique est caractéristique des quartiers récents, lotissements d'habitat individuel, grands ensembles, zones commerciales ou industrielles. Si l'on prend une commune comme Fos-sur-Mer, dont l'expansion se fait toute entière durant la période qui nous intéresse, on distinguera au fur et à mesure que l'on s'éloigne du rocher sur lequel le village est bâti (avec à ses pieds la place Clemenceau, et les avenues Jaurès et Camille Pelletan), un quartier consacré aux oiseaux (des échassiers), puis celui des Félibres et de la Provence (cigales comprises), une long alignement de noms d'arbres et tout autour, d'un côté des fleurs et d'autres oiseaux (passereaux) et, de l'autre, des plantes diverses, quelques oiseaux "typiques" et oubliés jusque-là (les bartavelles), des illustrations provençales et un quartier "romain" (Oppidum, Colisée, etc.), enfin, comme il se doit dans les zones à vocation industrielle, une zone réservée aux savants (Marie Curie, Lavedan et Perrin). Le cas de Marignane, localité plus étendue, est encore plus intéressant puisque le panthéon est ici plus humanisé, avec, autour des strates républicaines anciennes (Mirabeau, Hugo, Jaurès, la République, etc.) et récentes (la Libération et la Résistance), des configurations mémorielles consacrées à l'aviation (sans doute les premières, avec aviateurs et avionneurs), aux sportifs (coureurs cyclistes et athlètes), aux musiciens, aux héros de la colonisation en Afrique du Nord (Albert Camus étant non loin ...<sup>5</sup>), aux savants, aux peintres, aux marins et à l'Algérie française (Bidault, Salan, etc.), mais, entre ces "blocs", ne sont oubliés ni les Félibres, ni Pagnol, pas plus que l'Europe et Robert Schuman, ni même le général de Gaulle et le 8 mai, plus des toponymes d'origine locale qu'il faudrait précisément renseigner. Notons au passage que les communes étendues, comme ici, et surtout les grandes villes permettent un électisme qui peut satisfaire les divers groupes, parfois concurrents, qui participent à la construction de cet espace symbolique, alors que dans les villes plus petites, les choix sont, de ce fait, plus homogènes pour une période donnée. La multiplication récente des roades urbaines et des ronds-points fournit un réservoir appréciable de possibilités nouvelles qui permet de satisfaire les groupes revendicatifs et de donner des appellations assez longues, qu'il aurait été impossible d'installer dans les quartiers densément habités. Dans la région, l'exemple le plus frappant, à la fois du dynamisme revendicatif d'une association, d'une mise en scène du passé et d'une remontée de mémoire, en même temps que des possibilités offertes par cette nouvelle strate d'urbanisation est fourni par le récent développement des ronds-points, avenues (en rase campagne) et autres places du "19 mars 1962", généralement suivi par "Fin de la guerre d'Algérie".

On a donc avec ces "blocs de mémoire" ou les éléments dispersés une strate, à la fois spatiale et symbolique, très caractéristique de la période la plus récente. Elle tranche sur les strates plus anciennes, à la fois par sa position dans l'espace urbain, mais aussi par ses choix dominants.

---

<sup>5</sup> Cette intégration de Camus à une mémoire "pied-noir" n'est pas rare. Dans ce cas, ce n'est évidemment pas sa qualité d'écrivain et de philosophe qui est première.

Les strates les plus anciennes partent du cœur des cités et s'étendent par cercles plus ou moins concentriques tout autour<sup>6</sup>. Le cœur, la vieille ville, longtemps abandonné et paupérisé, a conservé la toponymie d'usage, basée sur les activités, les monuments, les lieux collectifs ou les éléments caractéristiques du décors passé. Elle est rarement remaniée, parfois complétée en cas de réhabilitation et de création d'espaces nouveaux (avec une prédilection pour des dénominations liées aux habitants du lieu, martyr de la résistance, mort en déportation, édile, etc.). Avec ces réhabilitations ou les aménagements touristiques, cette toponymie est le plus souvent valorisée (avec nouvelles plaques, parfois en terre cuite, à décors provençalistes ou "médiévaux"), ce qui constitue un phénomène caractéristique du retour à "l'ancien temps" qui est, comme nous le verrons, une tendance lourde du moment. Tout autour, dans les quartiers modernes (XIX<sup>e</sup>-première moitié du XX<sup>e</sup>), se déploie la toponymie républicaine avec ses héros et ses grandes dates, chaque commune ayant ses caractéristiques et ses variantes en fonction de sa culture politique et des changements municipaux ou selon le plus ou moins grand souci d'une mémoire locale. La période qui suit la Deuxième Guerre prolonge et complète cette strate dans les quartiers plus neufs, ceux de la reconstruction éventuellement. Se dégage, bien entendu, la mémoire de la Résistance et de la Libération, celle des martyrs et des libérateurs en particulier<sup>7</sup>. À partir de là, la République n'est plus contestée, mais n'apparaît plus aussi sûre de ses références. La mémoire collective se fragmente, le paysage symbolique devient plus flou. Cette évolution qui n'est pas encore très sensible sous la IV<sup>e</sup> République s'accuse avec la Ve.

### Le choix du passé

Il subsiste entre la période la plus récente et les précédentes des éléments de continuité, en particulier dans les mécanismes du choix. Il subsiste les mêmes types de préférences. Comme avant, il y a peu de références au "présent", aux événements très proches, encore "chauds", sauf exception de personnages victimes d'une mort brutale. La promotion toponymique reste liée au passé, à la mort, mais la tragédie constitue un accélérateur d'accession au panthéon. Nous en donnerons plusieurs exemples pour des personnages de grande notoriété internationale, mais le même processus vaut pour d'autres. Certains sont associés à une conjoncture médiatique, comme Coluche ou le juge Michel dont le nom se trouve dans plusieurs localités de la région, d'autres relèvent de l'hommage classique aux morts en service commandé (policiers, pompiers ou soldats tués dans les opérations du Levant ou des Balkans) et se limitent à la commune concernée. Des élus disparus en cours de mandat bénéficient parfois du même traitement de faveur. C'est le cas de la députée et conseillère générale Yann Piat, assassinée en 1994, entrée dans le panthéon de deux communes de son secteur (La Londe et Bormes en 2000). Il est encore rare que des personnages soient honorés de leur vivant, même si une tendance paraît se dessiner en ce sens en faveur de sportifs. Marignane a consacré tout un quartier à des gloires plus ou moins passées, mais non encore disparues (Jazy, Drut, Hinault, Mimoun, etc.). Tel village du Var a donné le nom d'un coureur cycliste qui a eu son heure de gloire à une partie de la place où il tenait son café, amputant ainsi Aristide Briand d'une partie de la place que la municipalité des années trente lui avait attribuée<sup>8</sup>. Telle autre localité du même département porte au pinacle un champion qui n'a pas encore décroché (Richard Virenque à Carqueiranne). Les hommes politiques, les artistes et écrivains, les chefs d'entreprise, les savants ne bénéficient pas, en général, de cette dérogation. Si le présent est relativement peu présent dans les choix toponymiques, il en va de même du passé le plus ancien. Le Moyen Age et l'Antiquité font peu recette, même si cette dernière, on l'a vu pour Fos, bénéficie d'un léger avantage. Mais peu de héros ou d'événements de l'Ancien Régime ou même du XIX<sup>e</sup> siècle ont été honorés dans ces trente dernières années (moins de 10 % des noms attribués à Marseille et Toulon et il s'agit souvent de rattrapages comme à Toulon entre 1974 et 1990 avec Taine, Rameau, Musset, Fénelon, plus Lulli en 1997).

Les toponymes historiquement situés honorent donc des événements ou des acteurs historiques appartenant surtout au XX<sup>e</sup> siècle, mais le plus souvent avec une certaine distance chronologique, distance variable dépendant de la conjoncture commémorative nationale, des débats du moment ou d'habitudes locales. Le décès d'un personnage, national ou local, fournit souvent une occasion d'entrée dans le panthéon communal d'autant qu'il y a toujours une distance entre cette disparition et le moment qui lui a valu la reconnaissance de la collectivité. Il est évident que les commémorations nationales jouent un rôle important : le centenaire de la naissance de René Cassin a entraîné une vague de baptêmes, même si sa carrière commémorative posthume avait commencé avant. Toutes les localités n'ont pas vis-à-vis de la mémoire communale la même attitude ; la plupart

---

<sup>6</sup> Comme pour l'analyse globale de la toponymie, nous nous permettons de renvoyer à l'ouvrage déjà cité que nous avons codirigé avec J.-C. BOUVIER. On trouvera des illustrations de cette stratification historique dans plusieurs communications.

<sup>7</sup> Voir Marseille où systématiquement ont été données à la voirie, souvent là où ils résidaient, le noms des morts de la résistance et des combats de la Libération, choix liés en particulier à la municipalité communistes Cristofol (1945-47).

<sup>8</sup> Cabasse, dans le Centre Var, où, il est vrai, le maire (PCF) a donné son nom à l'école maternelle nouvellement construite ...

la cultivent peu ; certaines la cultivent exclusivement. C'est sans doute dans les grandes villes que l'on honore de la façon la plus systématique les personnalités locales (22 % des noms à Marseille avec une prédominance marquée pour les personnalités du monde médical et, dans une mesure moindre, les acteurs politiques locaux, adjoints, présidents de comités de quartiers, etc. ; 19 % à Toulon où l'accent est mis sur les membres de l'Académie du Var et les érudits).

Tout choix de nomination est politique. Dans les communes petites ou moyennes, le rôle du maire est souvent déterminant. À Fréjus, les mandats de François Léotard (1977-1997) sont éclairants sur ce point, comme nous le montrerons à l'occasion. Seules les grandes villes ont une procédure de filtrage par commissions. L'initiative peut venir d'un élu, mais elle est le plus souvent le fait d'associations qui sont les principaux "porteurs de mémoire". On ne saurait comprendre, par exemple, l'étonnante présence du "19 mars 1962" dans les petites communes de la vallée du Buech (Hautes-Alpes), à la voirie limitée, sans une FNACA active. Les associations d'anciens combattants, anciens déportés ou anciens résistants sont parmi les moteurs de cette vie commémorative, non sans rivalités et non sans évolutions. Elles jouent aussi le rôle de gardiens du patrimoine et ont un rôle de veille, car d'autres réseaux s'activent en ce domaine. Lorsqu'en 1993, le président du conseil syndical d'un lotissement de Sainte-Maxime a fait attribuer le nom de Charles Maurras à l'une des voies de cette propriété privée, les associations de résistants et de déportés ont aussitôt réagi, provoquant l'embarras et l'intervention de la municipalité (UDF) et, finalement, le remplacement du nom contesté par celui de Germain Nouveau par le conseil syndical. Tout dépend donc des groupes présents dans les communes, des rapports de forces et des équilibres politiques, mais aussi, parfois, de la résonance médiatique.

### Marqueurs idéologiques

La mise en scène du passé par la toponymie urbaine a tendance au syncrétisme. Elle associe habituellement le local et le national, plus rarement l'international. Elle a toujours mêlé le politique et le culturel. Ceci étant, la République a toujours valorisé le politique. Or la tendance est à la dépolitisation de la mémoire collective. Tout se passe comme si la politique nationale ne parvenait plus à fabriquer de héros. Léon Blum (comme à Marseille en 1978<sup>9</sup>), plus récemment Georges Pompidou, Pierre Mendès-France ou François Mitterrand ont pu être choisis, mais il n'y a rien de comparable avec la IIIe République, tant par le nombre de personnages que par celui des communes qui les choisissent. François Mitterrand a été ici et là honoré après sa mort, mais peu et c'est tardivement que Georges Pompidou a bénéficié d'un relatif regain de faveur. Gaston Defferre, qui a dominé la scène politique régionale pendant quarante ans, n'est pas entré (pas encore ?) dans le panthéon toponymique régional en dépit de son action depuis la Résistance et de ses mandats. Sans doute les "petits" maires ne rencontrent pas les mêmes réticences, mais leur promotion n'est pas perçue comme relevant de la politique et participe plutôt d'un mouvement général de repli sur le local. La tendance générale n'épargne même pas les municipalités communistes qui, pourtant, avaient mis en place une toponymie reconnaissable entre toutes, associant au panthéon républicain sur lequel elles se sont greffés celui du mouvement ouvrier, complété par les héros du Parti, les martyrs de la Résistance et par un large recours aux écrivains, artistes et autres savants ou pionniers. Dans ces municipalités, la politisation de l'espace public s'accompagnait d'une volonté pédagogique soulignée par les précisions, sélectives, ajoutées à chaque plaque. Mais, faute de modèles incontestables après Maurice Thorez et, dans une moindre mesure, Benoît Frachon ou Gagarine, le culte des grands hommes a disparu du Parti communiste, qui plus que d'autres groupes se réfugie dans les valeurs sûres de la Résistance et de la déportation (Marcel Paul). À vrai dire, la gauche ne se singularise plus guère par ses choix. À quoi peut-on aujourd'hui reconnaître la trace laissée par une municipalité de gauche entre 1970 et les dernières élections ? Certains anniversaires ont permis l'affirmation identitaire, mais le contexte de 1986 ne donnait guère de chance à celui du Front populaire et la "rue des Congés-Payés 7 juin 1936 – 7 juin 1986" que nous avons repérée à Volx (Alpes-de-Haute-Provence, 1986) reste un exemple assez isolé. Le Bicentenaire de 1789 a offert une autre opportunité, avec inauguration d'arbres de la liberté, de stèles et nominations de rues. Mais la charge idéologique n'était que relative, pas forcément perçue comme un marqueur politique tant la référence révolutionnaire s'était (heureusement) banalisée. Il en est ainsi avec la Résistance. Finalement, la marque spécifique de la gauche se trouve éventuellement, dans un nombre de communes qui reste limité, dans le recours à des héros étrangers, martyrs de la cause antifasciste ou anti-impérialiste ou combattants des Droits de l'Homme : Juan Grimau et Pablo Neruda chez les communistes, Salvador Allende et Nelson Mandela (alors emprisonné) qu'ils partagent avec les socialistes. Des municipalités socialistes, comme Draguignan ou Vitrolles, ont honoré le premier ministre israélien Rabin, prix Nobel de la Paix en 1994 et assassiné l'année suivante. Marseille sous Defferre qui a honoré Allende en 1982 consacre le père Jarlan, tué par la police de Pinochet, en 1984. C'est à Vitrolles que l'on est allé le plus loin dans ce marquage international, en donnant les noms de

---

<sup>9</sup> Mais c'était au tout début de 1978 (délibération du 6 janvier) dans une conjoncture politique particulière. Le square Léon-Blum a été inauguré par François Mitterrand, ce qui n'est pas fortuit (Revue *Marseille* n° 112, 1978, p. 6). La délibération du conseil municipal justifie le choix du nom par l'expérience du Front populaire (A. BLES, *op. cit.*, p. 69)

Nelson Mandela, Olof Palme, Dulcie September et Salvador Allende à certaines de ses voies ou places, en plus des noms de Jean-Marie Tjibaou, Marcel Paul et François Mitterrand, pour nous en tenir aux noms que la municipalité suivante (FN) contestera<sup>10</sup>.

Mais – et c’est encore plus neuf – la droite n’est pas en reste et vient parfois sur ce terrain très politique, elle aussi par le biais des Droits de l’Homme, en choisissant des héros le plus souvent différents. C’est François Léotard à Fréjus qui donne le là en attribuant le nom de Lech Walesa en 1980 et celui de Sakharov en 1984. D’autres municipalités de même tendance honorent le père Popielusko. À Aix-en-Provence, une préférence, rare, s’est portée sur Anouar-El-Sadate<sup>11</sup>. Le nom de Jan Palach l’est moins et a été attribué en général pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de son immolation en 1989. Mais c’est ce qu’avait fait à Marseille Robert Vigouroux en 1991. Son successeur, Jean-Claude Gaudin choisit, lui, en 1998 d’honorer Mère Térésa.

Y a-t-il d’autres marqueurs politiques de droite ? La question est moins simple que pour la gauche puisque ce qui la caractériserait serait plutôt une tradition d’apolitisme affiché et de repli sur le culturel ou le local (parfois le localiste). Mais, comme la gauche n’est pas en reste en ce domaine, il est difficile pour la tranche toponymique récente de faire une distinction, d’autant plus qu’un certain nombre de choix récents, politiquement situés, ont été intégrés dans le panthéon commun, comme nous le verrons. L’observateur attentif repèrera cependant la précocité ou la réitération de certains. La date à laquelle le général de Gaulle a été intégré au panthéon, la présence de Georges Pompidou, le poids relativement important du militaire (hommes, troupes ou événements) dans la toponymie, comme à Toulon (22 % hors 2<sup>e</sup> Guerre mondiale avec, évidemment, une présence de la Marine qui compte pour plus du tiers<sup>12</sup>) sont des indicateurs. L’attribution du nom du colonel Erulin à une rue d’Aix-en-Provence, peu après son décès en 1979, n’est pas innocent. Personne n’ignore à l’époque que le héros de Kolwezi était lieutenant au 1<sup>er</sup> REP, à Alger, et qu’il a été mis en cause dans l’Affaire Audin<sup>13</sup>. En fait, le marquage idéologique à droite correspond à des conjonctures particulières de radicalisation, à des moments et des lieux d’affrontement mémoriel plus intenses.

## Troubles de la République

L’un des moments les plus significatifs se situe au début des années 80 alors que la gauche est au pouvoir sur le plan national et que la droite confirme son ancrage régional avec la conquête de municipalités emblématiques en 1983. Le phénomène majeur est alors ce passage du pouvoir local aux mains d’une droite radicalisée et que ne trouble pas encore l’émergence du Front national. On a oublié aujourd’hui la rudesse des affrontements. Ne voit-on pas reparaître un phénomène inédit depuis Vichy, celui de l’épuration symbolique ? Même s’il reste marginal, il constitue bien une rupture. Les municipalités de droite les plus en vue, anciennes ou nouvelles, choisissent quelques noms emblématiques d’une orientation de combat. Draguignan (PR médeciniste) remplace Allende, au début de 1984, par un pompier mort en service commandé et Saint-Raphaël (RPR) envisage de l’éliminer au profit du Bachaga Boulam, puis finalement y renonce (1985). Dans de très nombreuses communes, le choix du nom du Bachaga, récemment décédé (au Mas-Thibert, en Camargue), qui satisfait les associations de rapatriés qui portent la demande, devient un signe d’identification. Il le restera dans les phases suivantes. C’est un signe, en quelque sorte prémonitoire, d’une résurgence de la mémoire “ Algérie française ”, alors que la guerre d’Algérie rejoue sans s’afficher depuis dix ans dans une région où les attentats ou les propos racistes ont fait souvent la une. C’est aussi le moment où Staline disparaît du paysage toponymique de La Seyne, éliminé par la nouvelle municipalité (PR) – c’était, paraît-il, le dernier boulevard de France à conserver ce nom – qui suit ainsi une décision de la municipalité communiste battue en lui préférant Stalingrad. Le deuxième moment de radicalisation tourne autour de l’élection présidentielle de 1988. La commémoration du Bicentenaire a failli donner lieu à choc frontal, mais il est évité par l’amorce du tournant “ républicain ” d’une partie de la droite<sup>14</sup>. Cependant l’affrontement politique et la pression de l’extrême droite conduisent à des gestes

<sup>10</sup> Mais elle maintiendra les avenues Martin Luther King et Yitzhak Rabin.

<sup>11</sup> Rond-point central d’où part l’avenue de l’Europe. La plaque mentionne “ *a vécu pour la paix, mort pour les principes* ”.

<sup>12</sup> 28 références dont 10 pour la Marine. Le pourcentage tombe à moins de 3 % à Marseille. À Toulon, il faudrait y ajouter la part des “ libérateurs ” (unités et chefs) encore honorés pendant notre période, plus l’inauguration d’assez nombreuses stèles, pas forcément liées à une attribution de nom.

<sup>13</sup> Assistant de physique à l’Université d’Alger, militant communiste, arrêté le 11 juin 1957 par le 1<sup>er</sup> REP, interrogé à son QG d’El Biar, et “ disparu ” dix jours après.

<sup>14</sup> Il ne s’agit pas de contester le républicanisme des principales formations de droite, mais de souligner un tournant dans leurs relations avec l’extrême droite – la fin de la période d’alliance ou de rapprochement – qui se traduit par un ralliement aux valeurs et aux symboles républicains plutôt revendiqués par la gauche. C’est une question que nous avons abordée dans le cadre de l’enquête nationale sur le Bicentenaire (“ Le Bicentenaire dans le Sud-Est ”, IHTP, *Lettre d’information* “ La France des années 80 au miroir du Bicentenaire de la Révolution française ” n°8, juillet 1993, p. 25-35).

révélateurs. L'apposition de plaques ou l'érection de stèles, parfois le baptême de rues, à la mémoire des gendarmes d'Ouvéa est l'un des plus significatifs. À La Seyne, Maurice Thorez perd tout, le boulevard, l'école et le gymnase qui portaient son nom. On lui préfère ceux du maréchal Juin, d'André Malraux et de Marcel Cerdan (janvier 1990). On notera l'équilibre intéressant entre le militaire dont le nom satisfait anciens combattants et rapatriés, l'écrivain que ni les gaullistes, ni la gauche ne peuvent contester et le sportif qui correspond à des tendances bien affirmées (apolitisme, promotion du sport, vedettariat). À Toulon, sous la pression du FN, les choses plus significatives encore. En 1991, l'extrême droite et une partie de la majorité veulent débaptiser le quai qui porte, depuis 1946, le nom de Stalingrad. Le débat est intéressant puisque le maire (UDF-PR, qui est un humaniste incontestable) suggère une position de repli honorable avec "la Libération", ce que le chef de file FN, futur maire en 1995, refuse sous le prétexte que la Libération, bien que marquant la fin de l'occupation allemande, est aussi pour lui "le début de l'occupation marxiste en France institutions". Il propose "Quai du Port". Ce sera finalement "Quai de Cronstadt", le retour au nom d'avant 1945, donné en 1893 au temps de l'alliance russe lorsque la flotte du tsar était venue à Toulon<sup>15</sup>. Deux ans après, au Champ-de-Mars, est inaugurée une stèle à la mémoire des Toulonnais tués par l'armée des conventionnels en décembre 1793. Au début de 1995, devant la Faculté de Droit, non loin de là, la même municipalité inaugurerait l'esplanade des Droits de l'Homme. On comprend la logique morale qui animait le maire dans les deux cas. Mais l'historien ne peut qu'interpréter autrement les deux gestes. Le dernier était de peu de poids par rapport au premier qui, replacée dans une lignée symbolique, était en quelque sorte annonciateur. Quelques mois après, une triangulaire faisait chuter la municipalité PR et donnait l'hôtel de ville au FN. De telles concessions pouvaient se remarquer ailleurs, à Vitrolles par exemple où, devant le Lycée Pierre Mendès-France, fut inauguré en 1994 par la municipalité socialiste un rond-point "des Anciens Combattants d'Indochine". En termes de mémoire collective, la promotion des troupes coloniales, en effet, n'est pas neutre. En tout cas, pas dans les années 80 ou 90.

L'arrivée de l'extrême droite à la tête de quatre villes de la région à partir de 1995 et son emprise dans quelques localités de moindre importance où une droite locale, à contre-courant de la tendance générale, sous l'influence fréquente de groupes "pieds-noirs", lui a ouvert les portes du conseil municipal, marque le troisième temps des affrontements symboliques. Vitrolles fait, en ce domaine, l'actualité en éliminant les noms que nous avons déjà évoqués pour leur préférer Mère Teresa (ex-Allende), Jean-Pierre Stirbois (ex-Tjibaou), Marguerite de Provence (ex-September), le colonel de Courson (ex-M. Paul), Antoine de Saint-Exupéry (ex-Palme)<sup>16</sup>. Le nom même de la Provence (que la municipalité a voulu accoler au nom de la localité) est donné à l'une des places centrales (ex-Mandela), non loin de l'Hôtel de ville. La volonté explicite "d'enraciner la ville dans son identité provençale"<sup>17</sup> s'exprime aussi de façon plus classique par le choix de noms "typiques" pour les artères du seul quartier nouveau qui est inauguré (Bastides, Santonniers, Tambourinaires, vents locaux, etc.). À Orange, la nouvelle municipalité choisit, elle, de mettre à la place d'honneur – place de la République - Raimbaud II, "chevalier provençal et européen" qui s'est illustré lors de la 1<sup>e</sup> croisade<sup>18</sup>. À Toulon, c'est Raimu qui est devenu le héros du moment avec, en 1996<sup>19</sup>, l'inauguration d'une place à son nom en centre ville et l'érection d'une statue devant l'Opéra municipal, alors qu'il existait déjà à quelques pas de là un buste de l'acteur posé en 1969 par la municipalité Arreckx. L'extrême droite joue donc partout de façon systématique sur le registre de l'identité locale et de la provençalité. Elle s'inscrit habilement dans une continuité, celle d'un patrimoine où chacun peut se retrouver et où, droite et gauche, à des degrés divers selon les lieux, ont largement puisé. Elle a un deuxième registre de prédilection, c'est celui de l'Algérie Française. À Vitrolles, la municipalité FN a promu le Bachaga Boualam en le mettant à la place du 19 mars 1962. Son homologue de Toulon (qui ne s'est livrée à aucune épuration) fait mieux en faisant entrer au panthéon local, en 1997, avec nom de square et stèle, l'abbé Dahmar, le curé des barricades d'Alger, et, en mars 2001, le général Salan<sup>20</sup>. Mais, là encore, l'extrême droite se situe dans une continuité. Toulon possédait deux monuments explicitement dédiés à cette cause, un mémorial des

<sup>15</sup> *Var Matin*, 5 et 28 septembre 1991.

<sup>16</sup> Les choix mériteraient une analyse précise. Aux héros promus en remplacement, s'ajoutent Gustave Thibon, Pierre Fresnay et quelques illustrations locales. Si les épurés sont significatifs, les maintenus le sont aussi : Martin Luther King et Yithzak Rabin pour ne pas prêter le flanc à l'accusation de racisme, les résistants (dont Fabien) pour ne pas être accusé de vichysme.

<sup>17</sup> Selon M. Mégret, porte-parole du maire (*La Marseillaise* 25 septembre 1997).

<sup>18</sup> Sa statue qui était depuis près de 40 ans sur la colline Sainte-Eutrope a été installée au centre ville, devant l'Hôtel de Ville, place de la République. La citation est du maire (R. MARTIN, *Orange amère. Une ville à l'heure lepéniste*, Paris, Calmann-Lévy, 1998, p. 162)

<sup>19</sup> Sous le prétexte du 50<sup>e</sup> anniversaire de sa mort ...

<sup>20</sup> La dénomination "Général-Raoul-Salan" renvoie à la guerre d'Algérie et au putsch, elle ne peut être assimilée à la libération de Toulon à laquelle le colonel Salan a participé. À Marignane, l'une des villes conquises par le FN, le registre Algérie Française était déjà en place et, sur ce terrain comme sur d'autres, la municipalité nouvelle s'est inscrite dans la continuité avec l'ancienne dirigée par le même maire depuis 1947.

“ martyrs de l’Algérie Française ”, érigé en 1980 dans le centre ville, Porte d’Italie, et lieu de cérémonies très officielles, et un monument funéraire au cimetière ouest, qui datait, lui, de 1971<sup>21</sup>.

En fait, s’il subsiste un enjeu de mémoire “ chaud ”, partout, c’est sur la guerre d’Algérie qu’il porte. Cette guerre, la dernière, est en cours d’inscription dans le paysage toponymique. C’est une mémoire “ vive ”, ou plutôt revivifiée par les rejeux récents.

Prégnance des guerres.

Le clivage à son sujet, même s’il n’est pas forcément perçu par tous les acteurs de la mise en scène du passé, sépare bien deux visions des événements et recoupe – là aussi de façon floue – celui de la droite et de la gauche. Si la FNACA occupe l’essentiel du terrain avec le “ 19 mars 1962 ”, occupation dont nous avons dit le caractère récent et toujours conquérant, une proportion non négligeable de municipalités, généralement très marquées à droite, sous la pression d’associations de rapatriés, lui opposent, comme à Aix ou Marignane, les “ combattants d’Afrique du Nord ”<sup>22</sup> ou, comme à Toulon ou Saint-Raphaël, l’ “ Armée d’Afrique ”<sup>23</sup> en y ajoutant, éventuellement, comme à Fréjus, les Harkis. Les mêmes préfèrent, évidemment, célébrer les événements au mois d’octobre plutôt qu’au mois de mars<sup>24</sup>. Cette mémoire est intimement liée à celle de la guerre d’Indochine et plus généralement à tout ce qui touche au souvenir militaire. Comment ne pas relever que la mémoire de la guerre d’Indochine qui n’a jamais été saillante émerge dans les années 90. On en a vu un exemple à Vitrolles (1994), mais il est loin d’être isolé et Marseille, avec un rond-point France-Indochine (1995), ou Toulon, avec la promotion des combattants d’Indochine en 1992, en fournissent d’autres illustrations<sup>25</sup>. Cette marque militaire, et parfois militariste, reflète l’influence d’associations d’anciens combattants et l’écoute qu’elles trouvent.

La promotion des guerre coloniales est d’autant plus aisée qu’elle s’inscrit dans une tradition de valorisation des faits d’armes et des événements militaires. Les soldats morts durant la guerre d’Algérie qui entrent désormais dans les panthéons toponymiques locaux prolongent ceux des deux guerres mondiales. On notera avec curiosité que l’inscription toponymique de ceux de 14-18, qui s’est faite pour l’essentiel dans l’entre-deux-guerres, n’est pas tout à fait terminée. Il semble même qu’il y ait eu un récent regain. On ne sera pas surpris de constater que la trajectoire toponymique de la Seconde Guerre mondiale a connu une vitalité nouvelle avec les ressauts de mémoire des années 80-90, bien qu’il y ait eu une panthéonisation massive des martyrs de la Résistance et de la Libération dans la deuxième moitié des années 40, régulièrement alimentée depuis par des ajouts. On a trop souvent tendance à ne considérer cette mémoire que sous l’angle de la Résistance et de la Déportation. Nous avons dit en son temps qu’une autre mémoire restait vivace, très active lors des commémorations décennales, éventuellement en concurrence avec la précédente, celle de l’armée de la Libération valorisant les unités, puis les chefs après leur décès, enfin plus récemment les soldats (européens) morts lors des combats ou y ayant participé<sup>26</sup>. Les deux sont toujours actives aujourd’hui, même si le clivage s’est beaucoup atténué. Or la mémoire militaire de la Libération est indissociable de l’histoire de l’Empire colonial. Elle est donc porteuse de valeurs et de représentations sensiblement différentes de celles de la Résistance ou de la Déportation. L’une des expressions les plus actives de cette mémoire des guerres – qui explique une partie de ses développements commémoratifs et toponymiques - se trouve dans la montée

<sup>21</sup> Ce monument, inauguré en présence des autorités et des anciens gouverneurs Soustelle et Léonard le 14 février 1971, est dédié aux morts, français, de l’Empire colonial. Un comité présidé par le général Jouhaud était à son initiative. La cheville ouvrière de cette mémoire “ Algérie Française ” était le colonel Reymond, conseiller municipal chargé des affaires culturelles dans les municipalités Arreckx de 1965 à 1976, ancien rapatrié du Maroc et militant pour l’Algérie Française. Décédé en janvier 1983, le conseil municipal de la ville décidait de donner son nom à l’espace du mémorial Porte d’Italie dès le mois de juillet suivant. À noter que le mémorial en question porte l’effigie de Roger Degueldre, fusillé en 1962 pour son action dans les commandos OAS.

<sup>22</sup> *Place des combattants en Afrique du Nord 1952-1962*, située au bas du cours Mirabeau avec une stèle (1987).

<sup>23</sup> Il s’agit à Saint-Raphaël d’un “ Mémorial à l’Armée d’Afrique ”, qui a été inauguré le 15 août 1975, jour du Débarquement en Méditerranée, par M. Poniowski, ministre de l’Intérieur. Il est précédé par une grande esplanade dénommée “ *Bachaga Boualam 1906-1982 / En hommage aux combattants d’Algérie 1954-1962* ”, le tout étant longé par la route de corniche dédiée au général de Gaulle (la municipalité étant présidée par un gaulliste historique, ancien patron du RPF varois, mais aussi ancien conseiller de la République au titre de l’Afrique).

<sup>24</sup> C. MAUSS-COPEAUX, enquêtant dans les Vosges au début des années 90, signalait d’une part la rareté des toponymes urbains liés à la guerre d’Algérie et surtout la rivalité qui opposait sur le terrain commémoratif la FNACA et une association de droite, l’UNCAFN (*Appelés en Algérie*, Paris, Hachette, rééd. Pluriel, 2002, p. 47-48).

<sup>25</sup> Mais c’est dès 1983 qu’un “ Mémorial des Guerres en Indochine ” avait été érigé à Fréjus. F. Mitterrand était venu inaugurer l’ensemble de la réalisation dix ans après.

<sup>26</sup> Dans notre contribution à l’enquête IHTP, *La mémoire des Français. Quarante ans de commémorations de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Éditions du CNRS, p. 303 et suiv.

spectaculaire du Souvenir Français depuis une vingtaine d'années. Ce phénomène - qui ne semble pas avoir pas retenu l'attention des historiens - est peut-être particulièrement sensible dans une région qui est l'une des plus prisées par les retraités. Quoi qu'il en soit, alors que les associations catégorielles perdent des forces, ce mouvement devient l'un des grands protagonistes de la commémoration régionale et l'on ne compte plus le nombre de places et d'artères auxquelles son nom a été récemment attribué. Jamais, depuis sa création, cette association n'a eu ici autant d'influence. Même si sa composition est hétérogène et ses initiatives tous azimuts<sup>27</sup>, globalement son action s'inscrit dans ce mouvement de résurgence de la mémoire patriotique et militaire dont nous venons de voir d'autres manifestations. Il en résulte que la marque guerrière dans le paysage commémoratif, particulièrement notable, se développe toujours alors que l'on s'éloigne des combats qu'elle met en valeur.

Parmi les guerres " mémoriellement actives ", la Seconde Guerre mondiale occupe une place à part et confirme son caractère fondateur pour le temps présent tant son souvenir est prégnant et diversifié. L'un des développements récents de son souvenir concerne l'extermination des Juifs, dont l'inscription dans la géographie symbolique des cités se traduit surtout par l'érection de monuments ou de stèles liée à l'inscription dans le calendrier commémoratif du 16 juillet en 1992. Mais ce souvenir a servi moins de modèle que de levier à celui d'une autre tragédie extrême, celle des Arméniens, que jusqu'ici presque rien ne rappelait. Le renouveau mémoriel associe ici érection de stèles et inauguration de rues ou de ronds-points dans de nombreuses villes de la région où ce groupe est très présent (Marseille dès 1980, Aix en 1983, La Ciotat, Draguignan, etc.). Ces mémoires, mémoires des guerres mondiales, mémoires des victimes civiles et militaires, ne suscitent pas ou ne suscitent plus de remous. Ce passé tragique est intégré dans les références communes. Il s'est, sur ce plan, banalisé. La Seconde Guerre est devenue, par excellence, le lieu du consensus politique, ce qu'elle n'a pas toujours été. La rivalité qui, traditionnellement, depuis la Libération, opposait mémoire communiste et mémoires non communistes est en voie de résorption. Cet apaisement et l'unification des mémoires dominantes des années 40 résultent de diverses évolutions. Certaines sont propres au monde des acteurs (vieillesse et éclaircissement de leurs rangs, prise en main des associations par la génération des jeunes gens de la Libération ou par les " Amis ", meilleure intégration dans le monde " ancien combattant "). D'autres concernent l'univers politique dans lequel les représentations de ce passé se situent.

### Consensus républicain

Une sorte de patrimoine commun de références s'est élaboré en dépit de la persistance de clivages politiques souvent vifs. Ce mouvement est une manifestation du " consensus républicain " caractéristique des dix dernières années. À gauche, il a été favorisé par l'effondrement des références révolutionnaires qui, chez les communistes, pouvaient le contrebalancer. Il reflète à droite le choix, majoritaire, d'une démarcation nette vis-à-vis de l'extrême droite à partir de la fin des années 80. C'est cette poussée de l'extrême droite qui a stimulé cette conjonction sur le plan symbolique. Devant cette résurgence de ce qui ne relève pas de la tradition républicaine, on peut constater un certain rapprochement entre la droite la plus hostile aux nationalistes (démocrate-chrétienne en particulier) et la gauche humaniste pour mettre en place comme un barrage mémoriel. La toujours très active mémoire de la Résistance l'illustre. Il n'est plus guère de " martyrs " oubliés. Si l'on procède encore à quelques rattrapages, on est passé aujourd'hui à l'inscription dans le panthéon communal de résistant ou de déporté récemment décédé. C'est ainsi qu'à Draguignan, ville déjà bien pourvue en plaques et monuments rappelant la Résistance, la municipalité socialiste du moment a honoré autour de 1997 sept autres résistants locaux ou nationaux<sup>28</sup>. L'aspect le plus spectaculaire du succès de la Résistance réside dans le culte rendu à Jean Moulin. La création d'un mémorial à Salon en 1969 et celle d'une route en 1978 dans le même secteur ont été les points de départ d'une poussée toponymique qui n'est pas close, en particulier dans le domaine scolaire. Jean Moulin est aujourd'hui la seule grande figure héroïque de la Résistance encore " active ". Il est devenu un symbole face aux menaces d'extrême droite. Mais si elle est la principale, elle n'est pas la seule à jouer ce rôle. Le succès de René Cassin autour de 1987 s'explique de la même façon, avec pour ce dernier un engouement encore plus vif de la droite que pour Jean Moulin<sup>29</sup>. C'est encore plus vrai pour le général de Gaulle. On est loin à son sujet, à partir des années 80, des polémiques de 1970 que nous avons rappelées. La présence toponymique du général de Gaulle (à travers son nom ou l'appel du 18 juin) est aujourd'hui généralisée. Dans cette région qui n'a jamais été gaulliste, sa signification a évolué. D'abord marque de conquête du terrain local par la droite réunifiée dans les

<sup>27</sup> Une des sections communales, celle de Rougiers (village " républicain avancé " du centre Var) a participé à la célébration des insurgés de 1851. Le Souvenir français ne rechigne nullement à entretenir - récupérer ? - la mémoire de la Résistance. Les animateurs de comités locaux n'ont pas conscience de la signification idéologique profonde de leur engagement.

<sup>28</sup> La ville comptait déjà au moins 17 sites consacrés à la Résistance, certains inaugurés dès 1944-45. Parmi les promus de 1997, les deux figures nationales étaient Fred Scamaroni et Daniel Mayer en 1997, soit un choix politique équilibré. C'est évidemment la création de ronds-points et de rocade qui a permis une telle fournée.

<sup>29</sup> André Malraux ou même Marcel Paul relèvent d'un usage semblable.

années 1970-1980 (Toulon s'y rallie en 1976), elle tend depuis à devenir signe de ralliement pour tous ceux qui refusent l'extrême droite, puisque seule cette tradition, restée fidèle à l'"Algérie Française", le récuse encore. Dans le même ordre d'idée, le succès de la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection républicaine de 1851 a rassemblé des "républicains" d'origine diverse en particulier dans le Var. Si des municipalités de gauche, communiste ou socialiste (mais pas toutes, loin de là), se sont distinguées, des municipalités dont l'ancrage à droite est sans ambiguïté n'ont pas été en reste, confortées par le soutien que le Conseil général du Var (dominé par l'UDF) apportait à l'initiative. Une géographie des appositions de plaques en témoignerait<sup>30</sup>. Mais la commémoration du Bicentenaire de la Révolution Française, en dépit du contexte d'affrontement politique et des menaces de débordement dans le domaine de la mémoire collective, avait pu localement annoncer cette intégration de traditions diverses dans un patrimoine commun. Le légendaire de la République continue donc à évoluer et à enrichir le récit installé par les pères fondateurs de la III<sup>e</sup> République. Syncrétique, il amalgame des apports divers et associe des héros de la Résistance ou de la déportation issus de tous les horizons, la référence gaullienne, les droits de l'homme, mais aussi, de façon plus surprenante, la construction européenne. Le succès toponymique de l'Europe et de son père fondateur français, Jean Monnet, est d'autant plus remarquable que le débat politique ou les mouvements d'opinion ne le laissent pas pressentir. Il apparaît comme un signe de volontarisme de la part des élus dont l'analyse précise reste à faire. L'exemple le plus abouti que nous connaissions de cette synthèse se trouve à Velaux (Bouches-du-Rhône), dans un quartier de lotissements récents, sur une stèle où l'on peut lire :

" Les voies de la liberté et de l'avenir.

Jean Moulin, résistant

Charles de Gaulle, homme d'Etat

Jean Monnet, père de l'Europe "

#### L'illusion du passé

Cette promotion de l'Europe, presque toujours située sur de grandes voies d'accès modernes, est remarquable à un autre titre. Elle renvoie moins au passé qu'à l'avenir. De fait, elle n'est pas significative d'une orientation d'ensemble, pas plus que la toponymie politique que nous venons de survoler. La masse des choix récents – sous bénéfice d'inventaire – se situe ailleurs, hors du politique, hors du présent, en dehors même des drames et des gloires du passé.

La tendance dominante est à la dépolitisation et l'a-culturation des dénominations et, dans une certaine mesure, tout se passe comme si se terminait une ère, celle où l'on voulait fabriquer du citoyen, celle des pouvoirs instituteurs cherchant à éclairer le peuple. Le recours massif aux peintres, sculpteurs, musiciens, écrivains, savants (en nombre limité) et autres illustrations nationales ne relève pas de la connaissance des œuvres, de la culture des habitants ou des décideurs, d'un choix raisonné, mais de la notoriété médiatique ou commune. D'où le recours systématique aux mêmes noms, aux mêmes stocks (celui des impressionnistes paraissant en tête). En fait, la politique publique a prolongé les choix faits par les lotisseurs privés dès les années soixante.

Le phénomène toponymique caractéristique de ces trente dernières années est l'investissement massif de l'espace par des dénominations "neutres". Nous en avons vu quelques exemples dans les communes "nouvelles" du pourtour de l'étang de Berre, mais aucun secteur n'est épargné. Commencé dans les communes littorales et suburbaines, le mouvement touche désormais l'ensemble de l'habitat au fur et à mesure de l'avancée de la rurbanisation. On consomme de la dénomination stéréotypée. Le cas limite est celui de Bandol en 1975 où, après injonction des P & T qui avaient besoin d'une voirie enfin dénommée, le choix municipal s'est porté sur 124 noms d'écrivains, de musiciens, de villes, de provinces, d'oiseaux, de plantes, etc. L'arrivée d'artistes de variétés et de sportifs dans le panthéon annonce probablement un investissement plus massif à venir.

Passéisme, dépolitisation, recherche de dénominations consensuelles et d'une prétendue "couleur locale" caractérisent toujours les choix. Ce qui prévaut majoritairement partout désormais, à côté des dénominations "culturelles", est bien l'insignifiance significative de dénominations-refuges qui font de l'espace symbolique un espace virtuel. Triomphent de nouveaux marqueurs qui se veulent identitaires, les références au passé, la nostalgie du "monde que nous avons perdu", la nature, la tradition, la province. Oiseaux de préférence, autres animaux à condition qu'ils soient "présentables", arbres, fleurs, plantes exotiques naturalisées (comme, sur la côte, le mimosa), rappel des traditions, en particulier agricoles (moisson, travail de la vigne) ont envahi la

---

<sup>30</sup> Nous n'avons pas de recensement complet des inaugurations de plaques commémoratives ou toponymiques dans la région. Nous en avons compté une douzaine. Le mouvement a été lancé par la commune des Mées (communiste, Alpes-de-Haute-Provence), l'un des hauts lieux de l'insurrection bas-alpine, qui possède depuis le début du siècle un monument, avec l'inauguration le 7 octobre 2000 d'une avenue de la Liberté et des Insurgés. Mais Hyères (municipalité UDF) a fait apposer en grande pompe 3 plaques commémoratives. Sur l'évolution de cette mémoire de l'insurrection et ses avatars récents, notre contribution à *Montagnes, Méditerranée, Mémoire. Mélanges offert à Philippe Joutard*, Aix-en-Provence-Grenoble, Musée Dauphinois-PUP, 2002, p. 265 et suiv.

toponymie nouvelle. Le passé mis en scène est non daté, a-historique<sup>31</sup>. C'est l' "ancien temps", un monde de crèche, de bergers et de paysans, une représentation champêtre en décalage avec le paysage réel sur lequel il se surimpose, comme pour le faire oublier puisque, précisément, l'urbanisation "tue" ce qu'elle met en scène. La nature choisie est le plus souvent régionalisée, provençalisée (les cigales, le romarin, la farigoulette, etc.). Cette image folklorique, régionaliste, touristique (mais à destination des autochtones ou des néo-résidents) de la Provence est véritablement la caractéristique principale de la phase d'urbanisation galopante et de généralisation de l'habitat individuel (avec villas "provençales" de préférence). Dans le même temps, on reconstruit des puits factices, on restaure des lavoirs qui ne servent plus à rien, sinon au décor, et on place au centre des nouveaux ronds-points des mêmes quartiers les vestiges d'activités disparues (charrettes, pressoirs, barques de pêcheurs, etc.). Ce triomphe du stéréotype folklorisé et – au sens propre – réactionnaire est à mettre en relation avec la prolifération de nouvelles formes de festivités historiques et plutôt estivales.

Le repli sur le local et la rétromanie conduisent à redécouvrir les noms anciens, la toponymie anté-républicaine dans les centres villes, et à placer, comme à Aix, une deuxième plaque sous la traditionnelle plaque métallique, fonctionnelle, bleue, une plaque plus "jolie", parfois en terre cuite, souvent décorée, au moins des armoiries de la ville, et de préférence en langue provençale. Dans ce décor nouveau que les groupes régionalistes contribuent à construire, prennent place naturellement les grands hommes (non politiques) de la région, artistes locaux et écrivains. Eux aussi ont "leurs" espaces consacrés dans les nouveaux quartiers. Frédéric Mistral (s'il n'a pas été honoré dans le centre ville pour le centenaire de sa naissance en 1930) et les félibres "historiques" (plus d'autres de moindre envergure) sont les chefs de file du bataillon des "écrivains régionaux" dans lequel Marcel Pagnol, depuis son décès, souvent accompagné de références à ses œuvres, se taille une place à part, mais où l'on trouve aussi Jean Giono, qui ne peut plus que se retourner dans sa tombe de cette classification. Bien entendu, cette présence n'a rien à voir avec une connaissance de l'auteur, pas plus que la prolifération des mentions en provençal n'a de rapport avec celle de la langue. Au contraire.

Aucune commune n'échappe au phénomène, quelles que soient ses traditions politiques. Une ville comme Port-de-Bouc, cité ouvrière qui, dans la région, cultive sans doute le plus la mémoire communiste, permet de suivre ce cheminement qui fait passer de la toponymie républicaine classique d'avant-guerre (municipalité radicale), à celle du communisme triomphant après 1944 (de D. Casanova, A. Croizat, M. Thorez, etc., à P. Neruda), puis à ses avatars récents que présente ainsi un ouvrage consacré aux noms de rues de la localité : "Avec la construction du groupe HLM des Amarantes apparaissent d'autres dénominations qui ressortent de l'apparition sur la scène sociale du mouvement écologique. On honore la nature avec l'allée des Romarins, l'allées des Genêts, l'allée de la Saladelle. Et avec ceux-là ont été aussi honorés nos félibres : l'immortel Frédéric Mistral, Roumanille, Aubanel ... L'aménagement du lotissement de la Bergerie a permis l'utilisation de noms d'origine provençale : rue des Cades, rue des Fabres, etc."<sup>32</sup> Mais si l'on se transporte à Carnoux-en-Provence, autre commune des Bouches-du-Rhône qui a pour caractéristique d'avoir été fondée au début des années 1960 par des rapatriés d'Afrique du Nord dans un vallon tout à fait vierge d'urbanisation, on constate dans ce milieu culturel la précocité du même phénomène. Cette commune ignore dans sa toponymie les héros de la République "avancée" et la Révolution Française (même si le 14 juillet et la République sont au centre), la Résistance et de Gaulle, l'Europe. En revanche, explorateurs, navigateurs, aviateurs et autres militaires, outre le cardinal Lavignerie, sont bien présents, parfois comme Lyautey et Juin à la place d'honneur. Pourtant le choix dominant dans les dénominations s'est porté sur les références à la géographie et la culture provençales (30 %) et sur les noms d'artistes, poètes et savants (26 %)<sup>33</sup>.

L'extrême droite de la fin des années 90 innovait moins qu'elle ne reflétait, dans ce domaine comme dans d'autres, des tendances antérieures. Elle s'est greffée dans son culte identitaire sur la tendance générale au repli, repli sur le passé neutralisé et idéalisé, sur les valeurs nationales (au sens de patriotico-militaire) et sur la "petite patrie", soit une version renouvelée du culte de la "terre et des morts".

\*  
\* \*

L'évolution du panthéon toponymique dans la période qui court des années 1970 à aujourd'hui est un révélateur. Elle marque en Provence une rupture culturelle profonde dans la représentation du passé et les usages

---

<sup>31</sup> D. MILO, dans sa contribution à Pierre Nora, *Les lieux de mémoire. La Nation*, Paris, Gallimard, 1984, t. 2 ("Les noms de rue"), fait le même constat à propos des villes nouvelles et pose question de l'avènement d'une après-histoire et d'une anti-mémoire.

<sup>32</sup> In *L'Histoire des noms de rues de Port-de-Bouc*, Port-de-Bouc, vers 1994, p. 3.

<sup>33</sup> On notera par ailleurs le désignatif "en-Provence" très caractéristique du choix effectué. On l'avait remarqué pour Vitrolles sous la municipalité FN.

qui en sont faits. Elle traduit le basculement politique de la région. Elle ne fait pas que refléter des changements, elle contribue à les préparer. Elle les anticipe parfois.

Jean-Marie Guillon  
(Université de Provence – UMR TELEMME)